

**LES PROBLEMES THEORIQUES
ET PRATIQUES
DE LA TRANSITION VERS
L'ECONOMIE DE MARCHE
CAS DE L'ALGERIE**

Par Tayeb YASSINE

Université d'Alger

LES PROBLEMES THEORIQUES ET PRATIQUES DE LA TRANSITION VERS L'ECONOMIE DE MARCHE CAS DE L'ALGERIE

Tayeb YASSINE

Chargé de cours à l'ISE

Institut des Sciences Economiques - Université d'Alger

PLAN DE L'ETUDE

I INTRODUCTION

II LES SHEMAS DE LA TRANSITION VERS L'ECONOMIE DE MARCHE

III LES FONDEMENTS THEORIQUES ET IDEOLOGIQUES DE LA TRANSITION

IV L'ECONOMIE ALGERIENNE EN TRANSITION VERS L'ECONOMIE DE MARCHE.

1- LES PLANS DE DEVELOPPEMENT 1967-1985

2 LE CONTEXTE DE LA CRISE ECONOMIQUE

3 - LE PROCESSUS DE REFORME ECONOMIQUE ET SOCIALE

4 APERCU CRITIQUE SUR LA MISE EN OEUVRE DES REFORMES EN ALGERIE

V - CONCLUSION

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I - INTRODUCTION:

Le modèle de développement occidental est aujourd'hui supposé l'unique alternative de remplacement des modèles de type socialiste pour les économies qui sont entrées en crise systémique et qui ne peuvent plus en sortir par elles-mêmes.

Le passage à l'économie de marché représente pour elles - en l'absence d'autres modèles - la seule voie possible pour retrouver l'équilibre et la croissance économique.

Dans ce cadre là, l'ajustement structurel est défini comme étant un passage obligatoire assurant un processus d'adaptation graduel vers l'économie de marché laquelle est présentée comme étant la panacée des systèmes socio-économiques.

En réalité l'ajustement structurel constitue depuis plus d'une décennie le cheval de bataille des institutions de Bretton-Woods qui s'applique indistinctement aux économies quel que soit le niveau de leur développement et les caractéristiques de leur système socio-économique, mais néanmoins présentant les syndromes d'une désarticulation profonde et incapables d'honorer par elles-mêmes leurs engagements internationaux.

De ce point de vue, la politique d'ajustement structurel mérite d'être replacée dans une problématique de crise du système capitaliste et dans une tendance à la restructuration de l'économie mondiale.

La problématique de l'ajustement structurel conforte le principe expansionniste du système capitaliste à l'échelle mondiale.

En ce sens, il s'agit de supprimer ce qui reste d'espace de souveraineté ou de protectionnisme, susceptible d'entraver la reproduction de ce système.

A ce stade d'analyse nous pouvons souligner deux niveaux de conclusions intéressantes:

La première a trait à la démarche d'ajustement proposée qui doit se plaquer sur des structures socio-économiques particulières souvent mal préparées à assumer le changement proposée et qui dissimule des desseins particuliers qu'il importe à mettre en évidence.

La seconde a trait à l'arrière plan de l'ajustement structurel et qui comporte une part de négociation qui n'est pas forcément liée aux performances économiques mais qui renvoie fondamentalement au processus de restructuration en cours de l'économie mondiale.

II - LES SHEMAS DE LA TRANSITION VERS L'ECONOMIE DE MARCHE

La préoccupation majeure serait de réfléchir sur les manières d'impulser le changement préconisé sachant bien que celui-ci est nécessaire et inévitable. Cette préoccupation n'est pas simple: à la demande proposée par le FMI et qui est surtout guidée par des préoccupations monétaires et budgétaires, il y a lieu de lui substituer une réflexion plus approfondie tellement est complexe la nature des problèmes posés. Il s'agit ni plus ni moins d'une rupture systématique qui consiste à remettre en cause d'une façon aussi radicale des attitudes, des comportements et des rationalités spécifiques qui ont caractérisé l'économie et la société durant une partie plus ou moins longue de son histoire et qui ont marqué fortement le fonctionnement des structures, des institutions et des systèmes rationnels.

Dans cette ordre d'idée, la question qui reste posée concerne l'organisation et la gestion de la période de transition en gardant à l'esprit la nécessité d'éviter l'effondrement, des structures en place.

Les problèmes théoriques et pratiques que pose la transition vers l'économie de marché des économies centralisées sont d'un genre nouveau. Ces problèmes se caractérisent essentiellement par:

L'absence de références théoriques et la vacuité conceptuelle du domaine;

la rareté et la spécificité des références pratiques susceptibles d'enrichir la connaissance;

La rapidité voire la précipitation avec laquelle est abordée cette étape qui cède à la pression des instances monétaires internationales lesquelles tendent à privilégier le principe de mise en oeuvre des réformes aux résultats susceptibles d'en découler.

Dans sa portée générale, la transition ouvre la voie au libéralisme économique et à la logique du marché. Présentée de cette manière, elle fait complètement abstraction des conditions socio-historiques qui caractérisent les formations sociales éligibles à l'ajustement.

Les schémas de la transition, tels qu'ils sont présentés, alignent trois types de démarches:

La première démarche, qualifiée de génétique, envisage la transition sous l'angle d'une remise en cause pure et simple de tous les systèmes de valeurs, de comportements et de signes qui caractérisent les agents économiques évoluant sous l'influence de l'économie administrée.

La seconde démarche, qualifiée de normative, anticipation et envisage la transition sous la forme d'objectifs à atteindre de façon graduelles.

La troisième démarche, qualifiée d'évolutionniste, administre la transition sans préjugés en confiant aux attitudes managériales et à l'esprit d'entreprise le soin de créer la situation qui correspond à la meilleure allocation possible de ressources en mettant en place un cadre institutionnel stimulant. En termes de mise en oeuvre, les deux thèses qui se font face administrent la transition sous la forme d'une thérapie de choc pour la première et sous la forme d'une évolution graduelle pour la seconde.

III - LES FONDEMENTS THEORIQUES ET IDEOLOGIQUES DE LA TRANSITION VERS L'ECONOMIE DE MARCHÉ

La recherche sur les fondements théoriques de la transition vers l'économie de marché n'aboutira à aucun résultat probant du fait qu'ils n'existent pas encore. En Juillet 1991, MR. CANDESSUS Directeur Général du FMI déclare à Alger à ce propos "qu'il n'existe pas de prêt à porter FMI mais des pays donnés à un moment donné", néanmoins, un peut en procédant par simulation arriver à prévoir qu'elle étape de développement capitaliste nous conduira tel ou tel transition vers l'économie de marché.

Certe, il n'existe pas encore de théories propre à la transition vers l'économie de marché, toutefois comme là souligner MR. BENISSAD dans un ouvrage "l'ajustement structurel", "une analyse attentive des politiques pronées par les institutions financières de Bretton Woods, révèle que l'ajustement structurel envisage, implicitement, de généraliser et mondialiser les principes du laisser aller et laisser faire". Ces principes à leur tour ne peuvent être vraiment compris que par le retour à l'étude des pensées classiques et néo-classiques et de même l'ensemble du climat intellectuel à partir du XVIII siècle.

L'approche classique de l'étude de la vie économique eût des conséquences d'une grande portée pour le développement ultérieur de la vie économique. En bref, les économistes classiques déterminent la sélection des phénomènes à étudier et, partant, le champ de la science économique, ce dernier, consiste en fin de compte à démontrer l'existence mais et surtout la supériorité du système de liberté naturelle sur toutes les autres formes d'organisation économique.

Ainsi sous cette influence, l'analyse économique se limite de plus en plus à l'étude des phénomènes de marché. L'économie politique dans son ensemble devient "économie pure" ne reconnaissant que les fins qui pouvaient s'exprimer et

se mesurer en valeurs d'échange. En d'autres termes, les finalités et les moyens (coûts) qui ne pouvaient pas être exprimés en termes de prix de marché (valeur d'échange) furent de plus en plus considérés comme "non économiques" et, à ce titre, étranges à l'analyse économique proprement dite. De même, seul un comportement dit rationnel était finalement qualifié d'important pour les besoins de l'analyse économique, le comportement non rationnel était censé être du moins sans importance, pour l'analyse des activités économiques.

Fait plus significatif encore, la théorie pure se mit à analyser de plus en plus souvent l'économie de marché comme une image, ou un modèle, essentiellement statique. La tâche théorique consistait à définir les conditions de l'équilibre partiel et général en régime concurrentiel et à décrire les ajustements qui seraient nécessaires pour que ces conditions imaginaires d'équilibre et d'optimum disponibles. Les problèmes de la croissance et de l'expansion et la contraction cumulatives - sous l'impact de tendances auto-renforçantes, susceptibles, tant au sein qu'en dehors de l'économie, d'éloigner le système social d'une position d'équilibre et d'optimum social - étaient relégués dans des chapitres spéciaux sur les fluctuations des affaires, ou ingores, ou encore taxés comme phénomènes non pas économiques mais sociologiques.

L'analyse neo-classique a continué à suivre les voies inaugurées au 18^{ème} siècle par les classiques. Son subjectivisme manifeste permit une application très systématique des conceptions utilitaires du comportement humain à l'analyse économique. Plus spécifiquement, le nouveau classicisme voyait dans la situation de marché le résultat "du mécanisme de l'intérêt-égoïste" comme la appelé W. STANLEY JEVONS et que, dans des conditions statiques la main d'oeuvre reçoit ce qu'elle produit.

La théorie neo-classique de la distribution a peut-être apporté une certaine contribution à l'analyse économique, mais son intention était très certainement de démontrer que la justice sociale était possible sans réformes profondes.

Certains économistes neo-classiques ont, il est vrai, mis en garde contre toute identification normative de la situation d'équilibre concurrentiel avec celle de la satisfaction globale maximale. Ainsi, ALFRED MARCHALL fait plusieurs objections à cette théorie. Premièrement, parce qu'elle assure qu'à des sommes d'argent égales correspond une utilité égale pour tous les intéressés, ce qui n'est certainement pas le cas dans les conditions de répartition inégale des revenus et des richesses. Deuxièmement, parce que la doctrine de la satisfaction maximale ignore la situation où les profits croissants permettent d'augmenter la production au-delà du point d'équilibre sans léser le producteur, les coûts de croissants permettant aux prix de baisser et d'augmenter ainsi que le "surplus" des

consommateurs. A. MARCHALL fait remarquer que, dans ce cas le libre jeu de la demande et de l'offre ne peut pas conduire à une satisfaction globale maximale, et propose le versement d'un subside puisque "la dépense directe entraînée par une subvention suffisante pour provoquer une offre saisiblement accrue à un prix bien plus bas resterait sensiblement inférieure à l'augmentation consécutive du surplus des consommateurs".

Enfin pour finir avec cet aperçu théorique on évoque la remarque fait par P.H. WICKSTEED qui note que "la machine économique est construite et actionnée par des individus à des fins individuelles; que la richesse collective de la société ne signifie plus grand-chose pour nous; que le marché ne nous dit pas de façon utile ce que sont les besoins "sociaux"; "nationaux"; ou "collectifs", ou les moyens "satisfaction collective"; que les catégories dans lesquelles nous discutons généralement ces questions cachent leurs significations plutôt qu'elles ne le révèlent; que la production n'est qu'un moyen et n'a de sens que par rapport à la "consommation"; que la reconnaissance de ce fait humanisera l'économie; que "plus nous analyserons la vie de la société, moins nous pourrons admettre l'harmonie économique" et que "mieux nous comprendrons la véritable fonction du marché" dans son sens le plus large, mieux nous nous rendons compte qu'il n'a jamais été laissé à lui même, et plus nous ressentirons profondément qu'il ne doit jamais l'être. L'économie doit être la servante de la sociologie".

Malgré ces critiques et ses réserves à l'égard de la théorie neo-classique très peu a été fait depuis en vue d'humaniser l'économie et d'élargir le cadre de ses recherches. Les économistes neo-classique invoquent l'apparition de "l'économie de bien-être" comme preuve de fait que la théorie de la valeur a dépassé le stade atteint à l'époque de WICKSTEED, WICKSELL, et que nombreux "besoins sociaux" or en terme de valeurs "coût sociaux" ont été obtenue le mérite d'être étudié. Ceci est exact en un sens, puisque "l'économie de bien-être" de PIGOU représente une tentative d'intégrer ces coûts sociaux dans l'analyse économique neo-classique.

IV L'ECONOMIE ALGERIENNE EN TRANSITION VERS L'ECONOMIE DU MARCHE

A la fin d'une longue période coloniale et d'une guerre de libération dévastatrice, il était urgent de freiner le processus d'appauvrissement social, de jeter les bases du développement et de répartir équitablement le revenu national.

Il faut rappeler qu'à l'indépendance il ya un peu plus de trois décennies, les algériens étaient pour la plus part pauvres, analphabètes, avec une espérance de

vie qui approchait à peine les 50 ans. Dès lors, tout devenait prioritaire (l'éducation, la santé, l'emploi, l'habitat, ... etc), alors qu'il n'existait pas d'élites dirigeants et de cadres formés pour prendre en charge ces problèmes. Dans le même temps s'accélérait le processus d'exode rural et de migration inter-urbaines. Ainsi, toutes les contraintes liées à la politique sociale ont posé de tout leur poids dans la formulation des plans de développement. Devant ce constat très négatif, l'Algérie allait s'engager dès 1966 dans un processus de planification du développement économique et social qui devait satisfaire deux exigences fondamentales: asseoir les bases économiques et satisfaire les besoins sociaux jugés prioritaires.

1 - LES PLANS DE DEVELOPPEMENT 1967-1985:

Les choix arrêtés se sont portés vers la réalisation de pôles de développement particulièrement en matière d'hydrocarbures et d'industries. Au bout d'une décennie, c'est à dire, pratiquement vers la fin des années 70 les premiers résultats. S'affichent bien que la dépendance économique vis à vis de l'extérieur renforçait d'avantage de part les exportations - quasiment un seul produit "le pétrole" et les importations ainsi bien produits alimentaires que matières premières et produits semi-finis nécessaires au fonctionnement des industries:

L'édification de l'économie Algérienne a connu trois étapes importantes:

La période 1967-1973 qui avait pour but la mise en place des bases sociales pour la construction de l'économie;

- La seconde période 1974 - 1980 a été marquée par l'élargissement du tissu industriel, par l'essor de l'emploi, la quasi - généralisation de la scolarisation, le développement de la protection sociale et la gratuité de la médecine;

La troisième période 1981 - 1985 a permis le haut niveau de l'investissement, une croissance économique rapide de PIB (7% par an), favorisant la création de 140.000 emplois par an et des progrès significatifs dans le domaine du bien être social. Toutefois, les contraintes liées à la forte croissance démographique (+ 3,2% par an) et une distribution géographique de la population défavorable à une bonne exploitation des ressources, commençait à faire ressentir les contradictions du système en place.

2 - LE CONTEXTE DE LA CRISE ECONOMIQUE:

La chute brutale du prix du baril de pétrole en 1986 a fait apparaître les dysfonctionnements du système économique et sa forte dépendance des approvisionnements et des hydrocarbures.

La diminution des ressources pétrolières s'est traduite par une forte contradiction des importations entraînant une baisse de l'activité économique dont les conséquences directes sont la stagnation de la production, l'aggravation du chômage et le développement de pénuries de produits sur le marché. A cela s'ajoutait le poids du service de la dette qui absorbait plus de 70% des recettes en devises.

Dans ce contexte, le taux de la croissance du PIB n'a cessé de baisser atteignant (-2,2% en 1993) et conduisant à une baisse de la consommation privée par habitant "3% en moyenne par an au cours de la période 1985 - 1992". A cette crise économique s'ajoute le poids démographique dont l'effet le plus marquant est la jeunesse de la population. La part des moins de 20 ans constitue plus de la moitié de la population totale; les repercussions de cette croissance démographique sont multiples et concerne l'ensemble du champ social les chiffres suivants illustrent quelque peu cette situation:

L'accroissement de la population scolarisable est de 60.000 enfants supplémentaires par an "statistiques années 1990";

La population d'âge scolaire "6 ans à 15 ans" estimée à 6.126.000 en 1990 atteindra le chiffre de 6.733.000, en l'an 2000.

Une population active au chômage qui s'élève à environ 1,7 millions de demandeurs d'emploi, correspondant à un taux de chômage qui avoisine les 25%. Le chômage qui prend des proportions que la seule récession économique n'explique pas, a une structure qui rend plus complexe sa prise en charge.

En effet, il touche surtout les jeunes et parmi eux les primos demandeurs d'emploi on en relève que:

- 83% des chômeurs ont moins de 30 ans;

- 68% n'ont jamais travaillés;

72% de ces chômeurs sont considérés comme non qualifiés.

Il est à noter que les secteurs traditionnellement pourvoyeurs d'emploi comme le BTPH ou l'administration ont montré leur limite puisqu'ils ne cessent d'enregistrer des pertes d'emplois ces dernières années.

Plus grave les repercussions de cette situation caractérisent le monde de l'emploi. Le tableau suivant illustre cette situation:

TABLEAU Evolution de la population active de 1962 à 1992

ANNEES	1962	1977	1985	1987	1989	1990	1991	1992
POPULATION TOTALE	12,1	16,9	21,6	23,0	24,5	25,3	25,8	26,6
POPULATION ACTIVE	2,56	3,05	4,50	5,34	5,60	5,85	5,96	6,42
POPULATION EN CHOMAGE	0,84	0,67	0,43	1,14	1,04	1,15	1,26	1,31
TAUX D'ACTIVITE	21,2	17,5	19,9	22,9	22,2	23,1	23,1	24,1
TAUX DE CHOMAGE	33,0	22,0	9,7	21,4	18,5	19,7	21,1	20,5

En 1994, la population Algérienne dépasse le seril de 27 millions et se caractérise par:

Une population active qui tourne autour de 6,9 millions "avec des taux d'accroissement annuel de 4%".

Une population active occupée qui dépasse les 5 millions de personnes.

3 - LE PROCESSUS DE REFORMES ECONOMIQUE ET SOCIALES:

C'est dans ce contexte de crise aigus que les pouvoirs publics ont entrepris un processus de réformes économiques dont la finalité est l'économie de marché. Les programmes portent sur la libéralisation du commerce extérieur, l'ouverture de l'économie Algérienne au capital privé national ou étranger, l'autonomie des entreprises et / ou leur privatisation, la libération des prix... ect, par ailleurs, l'Algérie qui a inscrit sa politique économique dans la Division internationale du travail a conclu avec les institutions financières internationales des accords "d'engagements" en vue du soutien de la mise en oeuvre d'un programme de stabilisation économique visant à rétablir les équilibres macro-économiques notamment financiers. Certes, beaucoup d'efforts ont été déployé pour la mise en oeuvre et la réussite de ses réformes, on peut remarquer cela dans le système de protection sociale qui couvre actuellement presque toutes les franchises sociale de la population. Ceci par:

* Un système de sécurité sociale qui englobe aujourd'hui quelques 55 millions d'assujettis compte non tenu des ayants-droits auxquels il assure donc:

* L'accès aux soins de santé à plus de 22 millions de personnes "80% de la population" et notamment le remboursement de 80% à 100% de frais engagés dans ce domaine.

* L'octrois de revenus de remplacement à 1 million de personnes pour incapacité temporaire ou permanente au travail en raison de causes telles que la maladie, l'accident de travail, l'invalidité permanente ou temporaire, le décès et en la perte d'emploi pour raison économique.

Ce système est financé exclusivement par des cotisations à la charge des employeurs et des travailleurs, l'état prend en charge ces cotisations en tant qu'employeur pour les catégories particulières à des taux minorés;

Ce système est complété par l'octroi de prestations familiales aux travailleurs salariés, pour les enfants à leur charge, dont le financement est assuré par l'état.

L'ensemble de ce dispositif de protection mobilise et redistribue selon les prévisions pour l'année 1995 près de 120 milliards de DA soit l'équivalent de 6% du PIB.

Ce système qui constitue l'épine dorsale du système national de protection sociale se trouve fortement sollicité comme soutien aux réformes en cours dans le pays afin d'en prendre en charge les aspects sociaux et vient dans ce cadre de s'élargir à la couverture des situations de perte d'emplois pour cause économique à travers l'assurance chômage et la retraite anticipée.

En 1994 un dispositif nouveau de filet social est mis en place. Il est conçu comme une forme de protection sociale et de prestation de droits sociaux fondamentaux aux catégories sociales défavorisées.

Ce dispositif est en fait venu se substitué à l'ancien mis en place en 1992. Les primes versées par ce système s'élevaient à 24 milliards en 1993, soit 2,5% du PIB et touchent quelques 6 millions de personnes.

4 - BREF APERCU CRITIQUE SUR LA MISE EN OEUVRE DES REFORMES:

Cette brève lecture nous montre que les réformes économiques mises en oeuvre ont été effectués dans le confort de la protection bienveillante de l'état soucieux avant tout de préserver l'équilibre et la stabilité sociale. Ceci signifie, en substance, que le choc frontal de l'ajustement structurel et de l'économie de marché qui doivent nécessairement conduire à un certain nombre de ruptures ne se sont pas encore produit.

Nous estimons de notre part que dans la mesure où l'ajustement structurel et les réformes économiques et sociales en général deviennent incontournables, il apparaît nécessaire de bien situer les enjeux médiats et lointains.

Pire encore, on remarque l'inexistence d'une stratégie de mise en oeuvre de ces formes ce qui a permis dans beaucoup de cas la survivance de l'ancien système "rentier" qui continue malgré tout à servir de référence au fonctionnement des entreprises et des institutions ce qui signifie que ces mêmes entités continuent à vivre sur les mêmes modes organisationnelle et dans l'aisance des subsides de l'état "subventions, couverture des pertes...". L'ordre dispersé de ces réformes à créer plus de confusion qu'il n'a réglé de problèmes. Il ya lieu également à souligner le cadre économiquement et socialement dépressif dans lequel et en mise en oeuvre les réformes "baisse de l'activité économique, extension du chômage...".

V - CONCLUSION:

En conclusion, la transition tel qu'elle est mise en oeuvre prend en charge un certain nombre de préoccupations liées à l'ouverture et aux nouvelles condition de reproduction du système et de sa base sociale.

La question fondamentale qui est posée aujourd'hui c'est de savoir comment faire retrouver à l'économie des perspectives réelles de croissance tout en la plaçant dans une dynamique de transition vers l'économie de marché. C'est donc la problématique d'une gestion de la transition qui favorise la croissance économique et le progrès sociale qui doit-être au centre des préoccupations nationales à tous les niveaux.

QUELQUES REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- (1) ASSIDON ELSA. La théorie économiques du développement Edition; la découverte, PARIS, 1982.
- (2) ARTUR PATRIC. Mecanismes économiques analysés par la politique économique - Ed: Economica, PARIS, 1987.
- (3) - AUVER DENIS. L'économie mondiale.
- (4) ALBERTINI J.M. Mécanismes du spi-développement et développement 2ème édition - Ed: Economie et developpement, PARIS, 1981.
- (5) - BENISSAD H. L'ajustement structurel: objectifs et experiences - Ed: ALIM, Alger, 1994.
- (6) - BOURGUIGNON F. et MOISSON C. Ajustement et equité dans les pays en développement, une approche nouvelle - O.C.E, PARIS, 1992.
- (7) - DURUFL. G. L'ajustement structurel en afrique Ed: Karthola, PARIS, 1988.
- (8) - GOUBIER DOMINIQUE. Théories de la politique économique en situation d'incertitude. Ed: CUJAS, PARIS, 1980.
- (9) GUILLAUMONT PATRICK. Croissance et Ajustement. Edition: Economica, PARIS, 1985.
- (10) KEYNES. J.M. La théorie générale sur l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie. Ed: Payot, PARIS, 1952.
- (11) - SAY J.B. Traite d'économie politique.
- (12) PARETO. V. Mannuel d'économie politique, nouvelle édition, ENAG, Alger, 1989.
- (13) WALRAS. M.E.L. Etudes d'économie politique appliquée. Ed: Leduc, PARIS.